

Avec Théo et les autres victimes

**Rassemblement à Paris, samedi 18 février 2017, à
15h, place de la République.**

**A l'initiative des organisations suivantes : Cran, Ligue des droits de
l'Homme, Mrap, SOS Racisme, CGT, FSU et UNEF**

Les faits qui se sont produits à Aulnay-sous-Bois sont graves.

Le déni par les autorités policières, les déclarations racistes qui en ont suivi sont inacceptables. Inacceptables pour les premiers visés, qui supportent quotidiennement des contrôles dont chacun sait qu'ils n'ont qu'un très lointain rapport avec la réalité de la délinquance.

Inacceptables pour toutes celles et ceux qui souhaitent bénéficier d'une police respectueuse des personnes et de leurs droits, garante des libertés et de la sécurité publique.

Inacceptables, enfin, pour la police elle-même, dont l'honneur est entaché par ces comportements.

Lorsque des agents ayant autorité outrepassent leurs droits et violent ceux des autres, ils menacent le pacte républicain qu'ils sont chargés de défendre.

Les faits qui se sont déroulés à Aulnay sont d'une exceptionnelle gravité. Mais ils sont loin d'être isolés. Il est temps d'y porter un coup d'arrêt, temps de réaliser qu'au-delà des faits incriminés, c'est l'ordre public lui-même qui est mis en cause, et, avec lui, la sécurité de toutes et tous.

Nous rappelons avec force que la loi puise sa force dans le fait qu'elle vaut pour tous et que la République n'a d'avenir que dans le respect de sa devise.

C'est pourquoi nous appelons toutes celles et ceux qui ont à cœur les valeurs d'humanité, toutes celles et ceux qui veulent opposer l'égalité et la fraternité au racisme et au mépris social, toutes celles et ceux qui jugent urgent de rétablir la confiance entre les citoyens et les forces de l'ordre, à organiser des rassemblements largement unitaires de solidarité et de protestation le samedi 18 février 2017, en soutien à Théo, contre des dérives policières auxquelles il faut porter un coup d'arrêt.

Nous appelons le gouvernement à prendre la mesure de la gravité des événements et à prendre en compte les propositions portées par la société civile en matière de lutte contre le racisme et de sécurité publique.